

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 31/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Régie Autonome "Centrale de Géothermie Alfortvillaise

HOTEL DE VILLE - BP 75
PLACE FRANCOIS MITTERRAND
94140 Alfortville

Références : DRIAT/UD94/SRIC/PAD/2025/PA/N°267
Code AIOT : 0006506463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2025 dans l'établissement Régie Autonome "Centrale de Géothermie Alfortvillaise implanté 4 CHEMIN DE VILLENEUVE SAINT GEORGES 94140 Alfortville. L'inspection a été annoncée le 07/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 11 juillet 2025 a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025 et de l'action nationale 2025 : Moyenne Installations de Combustion (MCP).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Régie Autonome "Centrale de Géothermie Alfortvillaise
- 4 CHEMIN DE VILLENEUVE SAINT GEORGES 94140 Alfortville
- Code AIOT : 0006506463

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La chaufferie Régie Autonome "Centrale de Géothermie Alfortvillaise" (EX - SMAG) est implantée dans la zone d'activité d'Alfortville. Elle a pour vocation principale de faire l'appoint à l'installation de géothermie, qui assure l'alimentation en eau chaude et chauffage urbain de la ville d'Alfortville de 80 à 85%, à partir du moment où la température extérieure est inférieure à 8/9 °C. L'exploitant assure le maintien en état des installations. L'installation est équipée d'une gestion technique centralisée (GTC). Les défauts sont affichés sur un écran se trouvant dans le bureau de la chaufferie. Le fonctionnement des chaudières est automatique. La société DALKIA assure l'exploitation quotidienne et la maintenance du site depuis 2010. Une présence humaine est assurée du lundi au vendredi pendant les heures de bureau (8h à 17h).

La puissance thermique de l'ensemble de la chaufferie est de 36,61 MW, et se décompose en 4 chaudières, de la manière suivantes :

Chaudières n°1 et 3 de respectivement 5,23 et 10,46 MW fonctionnant au gaz naturel et au FOD ;

Chaudière n°2 de 10,46 MW fonctionnant au gaz naturel ;

Chaudière n°4 de 10,46 MW fonctionnant au FOD.

Si la géothermie ne suffit plus, dans un premier temps les chaudières sont mises en fonctionnement puis en dernier recours, les chaudières FOD. L'ordre d'allumage est chaudière n°1 puis n°3 pour une température inférieure à 8/9 °C puis les chaudières n°1 et 3 pour une température inférieure à 3°C. Si les températures descendent en dessous de - 15 °C, on rajoute la chaudière n°2 puis pour finir la chaudière n°4 (100% FOD).

La chaufferie est alimentée en FOD à partir de deux cuves double paroi en fosse maçonnée de 80 m3 chacune, et équipées d'un détecteur de fuite.

L'installation est classée suivant la rubrique 2910-A-1 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Température et pH	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 46	Demande d'action corrective	3 mois
6	Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 47	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114 et R.515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 69 > I.	Sans objet
3	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26	Sans objet
4	Systèmes de détection de gaz et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission dans l'air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58> III.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise un suivi régulier de ses installations. Des non-conformités ont été relevées sur le suivi des rejets aqueux, le registre MCP et la mise en œuvre du rapport concernant l'efficacité énergétique de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 69 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en

fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

L'exploitant transmet le rapport de mesures acoustiques réalisé par Bureau Veritas en date du 03/02/2023. Les résultats ne montrent pas de dépassement des valeurs limite en limite de propriétés.

Aucune mesure en zone à émergence réglementée (ZER) n'a été réalisée mais la ZER la plus proche est distante de 500 mètres du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport concernant l'examen de l'efficacité énergétique réalisé par Bureau Veritas en date du 15/06/2023.

Cependant, l'exploitant n'a pas transmis les suites prévues permettant d'améliorer l'efficacité énergétique du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, les mesures mise en œuvre permettant d'améliorer l'efficacité énergétique du site (notamment un système de management environnemental).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés, de façon naturelle ou mécanique, pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple, l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>
Constats : <p>La salle abritant la chaufferie comporte une ventilation basse et une ventilation haute naturelle, afin de prévenir la formation d'atmosphère explosive.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Systèmes de détection de gaz et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des</p>

<p>matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>II. - En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une détection gaz et d'une détection incendie ainsi que d'un système de désenfumage asservi à la détection. L'exploitant a transmis le rapport de maintenance de la détection incendie et de la détection gaz réalisés par la société Contrôle Automatismes Énergie en date du 20/06/2025 qui prend en compte l'asservissement au désenfumage. L'exploitant transmet également la procédure en cas de détection gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Température et pH

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 46</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Température et pH.</p> <p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH est être compris entre 5,5 et 8,5, ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2 alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p>Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu</p>

naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.
Constats : L'exploitant transmet le rapport de mesure des rejets aqueux réalisé par APAVE en date du 21/05/2025. L'inspection constate que le paramètre température n'est pas mesuré par le laboratoire. De plus, l'arrêté ministériel de référence mentionné dans le rapport concerne les installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire ajouter le paramètre température aux analyses réalisées par le bureau d'étude.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'eau
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émission pourra être évaluée selon les modalités définies au 2 alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p>Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p>
Constats : <p>L'exploitant transmet le rapport des rejets aqueux réalisé par APAVE en date du 21/05/2025. Les mesures révèlent un dépassement des valeurs limites pour le paramètre Plomb. Néanmoins, le flux, qui conditionne l'application de la valeur limite, n'est pas mesuré.</p> <p>Par ailleurs, concernant les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant fait mesurer les paramètres : fluorures, sulfates, sulfites, cadmium, mercure et arsenic.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit prévoir la mesure du flux pour les paramètres qui sont concernés dans l'article 47 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeurs limites d'émission dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58> III.
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installations autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe. Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux installations autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; - de puissance thermique nominale totale comprise entre 2 et 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2030 ; - de puissance thermique nominale totale comprise entre 1 et 2 MW, à compter du 1er janvier 2030.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisé par APAVE en date du 11/02/2025. Les résultats n'appellent pas de remarque de l'inspection. Cependant l'arrêté ministériel de référence mentionné dans le rapport est l'arrêté ministériel des installations de combustion soumise à autorisation au titre de la rubrique 2910.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114 et R.515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installation MCP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne); - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre

<p>2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;[...] <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de combustion exploitées sur le site ont une puissance thermique nominale totale de 36,61 MW. Selon les dispositions du II de l'article R. 515-114 du code de l'environnement, l'exploitant aurait dû transmettre certaines données de ses installations de combustion selon les modalités de recueil de données décrites dans l'arrêté du 2 janvier 2019 avant le 31 décembre 2023.</p> <p>Après consultation du registre MCP prévu par la directive MCP, l'inspection constate que l'exploitant n'y a pas transmis les informations de son installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter sans délai son installation dans le registre MCP disponible au lien suivant : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw L'exploitant devra également transmettre à l'inspection le numéro affecté à sa télédéclaration prouvant la bonne réalisation de cette transmission.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>